



Aidspan

Independent observer
of the Global Fund

L'AFRIQUE DOIT PARLER D'UNE SEULE VOIX

Alors que le continent reçoit la plus forte proportion des investissements du Fonds mondial dans la lutte contre le SIDA, la TB et le paludisme, l'Afrique doit faire plus d'efforts pour que sa voix se fasse entendre dans les processus de prise de décision et de développement des stratégies, c'est l'appel qui a été lancé à Addis-Abeba le 5 mai lors de la première réunion du bureau Afrique.

« Les pays africains sont les plus gros bénéficiaires de l'aide du Fonds mondial mais aussi les plus silencieux » a observé Mark Edington qui dirige le département de gestion des subventions.

La réunion de deux jours qui a précédé le Forum de partenariat du Fonds était une consultation panafricaine pour établir les priorités, développer une stratégie et élaborer la marche à suivre pour renforcer la participation des deux groupes constitutifs africains dans le Conseil d'administration pour la stratégie 2017-2021. Tous les pays de l'Afrique subsaharienne étaient représentés (les pays de l'Afrique du Nord siègent dans la circonscription de la Méditerranée orientale).

Il y a un précédent historique à cette réunion liée à l'inauguration du Bureau Afrique (www.africabureau.org). Ce dernier a été conçu comme un centre de diffusion de l'information, de l'analyse des stratégies, de la communication pour les groupes constitutifs africains qui ont longtemps été sous-représentés dans les délibérations de haut niveau du Fonds mondial.

« Les membres du Conseil d'administration représentant ces groupes constitutifs ont besoin d'un solide soutien technique pour leur permettre de mettre en œuvre une réponse efficace et proactive face aux maladies », a déclaré Anita Asimwe, ancienne ministre rwandaise d'Etat à la Santé et vice-présidente du Comité de Stratégie, investissement et impact (SIIC). « C'est dans ce but que le bureau Afrique a été mis en place. »

L'information sera disponible dans trois des langues les plus parlées sur le continent, l'anglais, le français et le portugais, afin d'aider les membres à communiquer entre eux sur la manière de progresser au sujet des priorités transversales qui touchent tous les pays de la région en dépit de profils de maladies différents.

L'idée d'un bureau Afrique a d'abord circulé en 2012 lors d'une réunion en Afrique du Sud où les représentants des gouvernements se sont engagés à mettre en place un cadre de gouvernance et trouver un siège. L'Éthiopie a depuis été choisie pour l'accueillir.

Neje Djalo qui dirige l'instance de coordination nationale au Niger a affirmé que ce Bureau représente une opportunité importante pour renforcer la participation africaine dans les mécanismes du Fonds mondial.

« Nous soutenons ce principe car cela donnera une chance aux pays africains de parler d'une seule voix et que celle-ci ait plus d'impact », a-t-elle dit.

La réunion à Addis Abeba a été non seulement l'occasion de partager les expériences et les frustrations pour les pays maîtres d'œuvre des programmes du Fonds mondial mais également de s'assurer que les voix des maîtres d'œuvre aient le même poids que celle des bailleurs de fonds lorsque des nouvelles stratégies sont mises au point.

Le soutien technique pour la révision et le partage d'information sera assurée par intérim par l'African Population and Health Research Center (APHRC) et l'Ethiopian Public Health Association (EPHA). Le Fonds mondial, Grant Management Solutions et la Fondation Bill et Melinda Gates Foundation soutiendront également sa mise en place. Le financement du personnel et de la gestion du bureau proviendra des pays participants et des partenaires.

Mettre en place un calendrier de discussions

Pour leur première tâche sous l'égide du bureau Afrique, les représentants des pays se sont rassemblés à Addis afin d'identifier leur sept priorités principales à intégrer aux discussions sur la stratégie avec l'ensemble du Conseil d'administration du Fonds mondial.

- Une étude plus approfondie des renforcements des systèmes de santé (RSS) en allouant plus de financements vers ces activités et en les définissant mieux. Cela inclura le développement de meilleurs indicateurs et une démarcation plus claire de ces activités de RSS au sein des propositions de subventions.
- Un soutien plus important des activités qui ciblent les femmes et les filles, y compris les interventions qui s'attaquent aux obstacles structurels de l'accès aux soins
- Une meilleure compréhension de ce qui constitue un environnement difficile pour les opérations et une méthode pour agir dans ce type de contexte sans mettre à mal la prestation de services, l'élaboration d'un cadre de travail insitutionnel et opérationnel pour améliorer et mieux coordonner l'action dans ce type d'environnements, mettre en place un fonds spécial pour mieux répondre aux urgences.
- Une amélioration de la mobilisation des ressources nationales, soutenue par un plaidoyer plus ciblé pour s'assurer que les gouvernements africains respectent leurs promesses de dépenser plus en matière de santé.
- Un examen global de la méthodologie d'allocation des fonds qui met l'accent sur la charge de morbidité et les besoins non satisfaits plutôt que sur le revenu national brut (RNB) et qui évalue la nécessité d'ajouter une enveloppe incitative dans les allocations disponibles pour les pays éligibles.
- Un examen global des processus d'élaboration des notes conceptuelles pour les simplifier encore plus et améliorer leur intégration avec les plans nationaux stratégiques.
- Plus de souplesse dans la gestion des pays dont la classification du revenu change à tel point que

cela ait un impact sur leur éligibilité à l'aide du Fonds mondial, et ceci afin d'assurer une durabilité dans les interventions visant à réduire la charge de morbidité.

[Read More](#)
